Préface

L'érudition comporte-t-elle un enjeu politique aux yeux du lettré? Notre interrogation renvoie aussi bien à la diversité des dimensions de l'expérience et aux disparités de l'exercice d'observation du politique impliquées par la condition du savant qu'aux représentations sociales constitutives de l'érudition.

La république des lettres se compose de réseaux d'hommes dont certains n'étaient en rien de purs érudits, non seulement parce qu'ils se considéraient au service autant de la République que des lettres¹, mais parce que pour nombre d'entre eux, notamment les de Thou, Dupuy, Naudé, ils étaient au moins autant dans le tumulte de la négociation et de la Cour que dans le silence de leur cabinet. Ainsi Peiresc compare-t-il les lettres que lui envoyaient de Paris les frères Dupuy aux lunettes de Galilée et de Methius, lesquelles «approchent aux ieulx de ceux qui regardent par icelles les plus grandes merveilles du ciel comme s'ils les voyaient du ciel même et non de la terre»:

Car vous nous faites approcher le théâtre de la cour, comme si les actes qui s'y jouent se faisoient en vue de nos fenestres, et qui plus est vous nous y faictes voir par forme d'intermède tout ce qui se passe de plus digne dans l'Angleterre, dans les Pais Bas, dans l'Allemagne et dans toute l'Europe, sans que nous bougions de nostre Cabinet².

Mais à l'articulation des XVI^e et XVII^e siècles, en France, puisqu'il en est surtout question dans ce volume, la situation de l'érudit ne peut être appréciée qu'en référence à une compétence documentaire et philologique qui prétend fonder des pouvoirs de toute sorte sur des titres et droits historiques: la science diplomatique issue de l'humanisme juridique, dont elle a profondément transformé le legs en adaptant sa méthodologie à de nouveaux usages, au mépris de sa culture politique³.

À partir de cette expertise, partagée par l'ensemble des érudits et savants, se hiérarchise selon divers modes de valorisation un espace intellectuel et social qui n'a guère retenu, en matière de république, que l'idéal, ou l'idéalisation de sa pratique et de son rôle, qu'il faudrait encore ressaisir comme une part de l'institution savante, en exposant quelles attitudes en étaient résultantes et quelles distances pouvaient être prises à cet égard. Certaines contributions ici présentées mettent cette idéalité à l'épreuve en

¹ De Thou rapporte que l'on disait de Brisson, homme de grande érudition, que sa mort avait été une perte plus grande pour les Lettres que pour l'État, cf. Anne TEISSIER-ENSMINGER, Jacques-Auguste de Thou, *La vie de Jacques-Auguste de Thou*. I Aug. Thuani Vita, Paris 2007, p. 885. Lui-même affirme avoir senti que cet homme était plus remarquable par son érudition que par ses qualités morales, *ibid.*, p. 623.

² Lettre du 8 novembre 1626, dans: *Lettres de Peiresc*, publiées par Philippe TAMIZEY DE LARROQUE, Paris 1888, t. I. (décembre 1617–décembre 1628), p. 79–80. Il ne reste malheureusement qu'une soixantaine de ces lettres parmi des milliers.

³ Je me permets, pour une vue plus détaillée de cet héritage, de renvoyer à mon article: *Sémantiques absolutistes et comparatisme des discours politiques. Essai métahistorique de définition de l'absolutisme*, dans: Lothar SCHILLING (dir.), *Absolutismus, ein unersetzliches Forschungskonzept. Eine deutsch-französische Bilanz*, Munich 2008 (*Pariser Historische Studien*, 79), p. 193–204.

mesurant l'écart entre les valeurs d'authenticité et d'utilité, où s'inscrit la république des lettres.

Se préoccuper de pratiques argumentatives érudites⁴, les comparaisons, raisons, raisons d'État, permettait d'organiser l'enquête à partir de la compréhension des dynamiques méthodologiques à l'œuvre dans le système des connaissances sociales.

Il fallait préciser la définition opératoire de telles dynamiques, à la fois épistémiques et axiologiques, à commencer par celle de la comparaison, que l'humanisme juridique avait posée à la base de la réflexion politique. Cela définissait un axe rétrospectif, car il s'agissait d'effectuer un retour en arrière vers le XVI^e siècle pour mieux comprendre le XVII^e à partir de ce qu'il refoulait – et cela assurait le fil d'Ariane d'une sémantique historique.

Ainsi, à travers le comparatisme humaniste, transparaissait la dimension politique de l'érudition comme force active, impliquée dans la mise en évidence initiale de la notion juridico-politique d'«État», en opposition avec celle de souveraineté⁵.

Et dans la sémantique politique associée à la comparaison des «Estats», la défense des assemblées s'entendait comme le principe fondamental du droit public.

Pour ceux qui accepteront ce cadre, toute violation sera dès lors tyrannie selon certains, privilège souverain selon d'autres. Mais la position de force consiste à refuser ce cadre, et à produire une réfutation de la comparaison. Les enjeux de ce débat s'épanouiront au moment des guerres civiles d'articulation confessionnelle, posant une alternative centrale concernant le pouvoir temporel: existe-t-il ou non une référence commune à tous les «Estats» présents ou passés, une sorte de vérité de l'État valant pour tous, ou bien chaque État est-il son propre critère, sa propre raison?

La critique de l'universalisme est le but du relativisme, impliquant le particularisme: chaque peuple est particulier, et incommensurable chaque État. L'absolutisme, représenté à sa naissance par le parti des Politiques, est attaché à la réfutation d'un droit universel. Ces développements sont exposés par Lothar Schilling et Thomas Nicklas.

Albert Cremer explore ensuite la construction d'un modèle de l'État sur la base d'une autre approche de la comparaison, consistant à «parangonner» (ériger en miroir ou faire un parallèle). Chez les auteurs de la littérature politique de la raison d'État qui se répand alors en Europe, l'Empire ottoman, redouté comme le nouvel ennemi de la chrétienté, est ainsi admiré pour sa puissance et son organisation militaire. Les discours de la raison d'État, trop souvent isolés des ouvrages dont ils sont généralement des parties, se rattachent en effet à un contexte historique plus vaste, celui de la guerre future et inéluctable que la chrétienté aura à soutenir contre le Turc⁶. Les idéaux de ces

⁴ Il y a lieu de considérer la notion d'argument dans le sens «actif» que John DEWEY, *Logique: la théorie de l'enquête*, Paris 1993, et, après lui, Toulmin, donnent au raisonnement et à la logique comme guides pratiques de la recherche; cf. Stephen TOULMIN, *Les usages de l'argumentation*, Paris 1993.

⁵ Concernant le premier concept d'État au XVI^e siècle, je me permets une nouvelle fois de renvoyer à mes travaux: *Le «modèle germanique français»*. *Recherches sur le concept d'État d'Hotman à Rousseau*, dans: *Réalisme et mythologie de la raison d'État*. Numéro spécial de la *Revue de synthèse* 130 (2009), p. 323–362.

⁶ Telle est l'une des analyses les plus proches des préoccupations actuelles concernant la raison d'État, cf. Michel SENELLART, *Les méditations militaires de Scipione Ammirato*. *Guerre et*

théoriciens politiques de la fin du XVI^e siècle, incarnés dans le modèle turc, sont inscrits dans la mise en correspondance des systèmes intérieurs avec une condition de rivalité: la guerre⁷. Tête de pont du »parangonage«, où s'expriment les constructions de la science politique de l'époque, la bibliothèque politique des »turciques« illustre une conception »alternative« de l'État dont les relations civiles (précarisées par l'éventualité d'une suspension) ne sont pas la condition essentielle.

Le relativisme des premiers Politiques contre la singularité politique de l'usage juridique de la comparaison n'eut qu'un temps; il fut suivi de l'irruption des raisons, par la vertu desquelles s'amorce le transit de la substance politique des assemblées vers la communication diplomatique qui accompagne et explique la plus grande relevance de la politique extérieure au XVII^e siècle.

Dans la politique savante de la tradition, les raisons de chaque peuple sont tirées de l'observance, condensée en la souveraineté et interprétée par les doctes, ce qui explique les vers thuanien: »Mais sans cesse surgissent de nouveaux détracteurs, qui trouvent déplaisant / Que j'aie vu dans les lois et les coutumes de nos pères / D'autres divinités, car ils ne savent pas ce qui sert de socle à l'État«⁸).

Ces raisons sont actives parce qu'elles visent à modérer l'ambition monarchique. Les lettrés, au service du droit public monarchiste, veulent bien l'avènement de l'État monarchique, c'est-à-dire absolu et illimité (sans supérieur), mais raisonné ou arraisonné.

À l'extérieur, ils tendront à expérimenter les ressorts de l'arraisonnement de la monarchie dans l'Empire en guerre: de l'empereur Habsbourg dont ils dénoncent en chœur avec Richelieu les tendances »monarchiques«. Entre la bataille de Lépante et la première décennie de la guerre de Trente ans se joua le revirement d'attitude à l'égard de la Sublime Porte, faisant évoluer le paradigme guerrier de la Raison d'État qui pour les Italiens, comme pour les Espagnols liés à la sphère Habsbourg, était lié à la menace turque. Autour de Richelieu et du Père Joseph se précisa la dénonciation de la monarchie universelle et la nécessité d'arraisonner l'ambition de la maison d'Autriche.

À l'intérieur, la dictature de la raison sur l'État monarchique contredit l'absolutisme qu'elle est censée soutenir, d'où une culture politique savante dissociée. La collaboration se désagrège vers la fin de la guerre de Trente Ans, alors qu'une chaîne de révolte parcourt l'Europe. Ce changement de polarité, visible dans la théorie politique, est étudié par Giuliano Ferretti et par Armelle Lefebvre.

Pour ceux qui doivent cependant vivre de l'érudition, cette fin des illusions est le moment analyseur. Chez les plus favorisés des lettrés la collaboration à la puissance

raison d'État, dans: Mots. Les langages du politique 73 (février 2004). Mis en ligne le 13 octobre 2008. <http://mots.revues.org/index16932.html>.

⁷ En faveur de cette inscription de la raison d'État au cœur de la théorie de la souveraineté plaide l'analyse de Charles Tilly. »War makes state«, expose-t-il dans ses travaux de sociologie historique. La protection de l'État s'apparente selon lui à une entreprise de rançonnement, cf. Charles TILLY, *War Making and State Making as Organized Crime*, dans: Peter EVANS, Dietrich RUESCHEMEYER, Theda STOKPOL (dir.), *Bringing the State Back*, Cambridge 1986, p. 169–186.

⁸ I. Aug. Thuani vita V, IV, 14; cf. Anne TEISSIER-ENSMEINGER, *La vie de Jacques-Auguste de Thou* (voir n. 1), p. 887.

semble avoir un prix. Des stratégies sont élaborées pour que la compétence trouve sa propre mesure.

Mais cette démarche peut être plus discrète, furtive, intérieure, surtout quand la dépendance envers un patron n'est pas compensée par une puissance propre. L'inégalité de la condition de ces acteurs bien spécifiques que sont les érudits et lettrés au XVII^e siècle, qui sépare radicalement les membres de la république des lettres les uns des autres, provient évidemment de la société d'ordres et de ses hiérarchies, même si elles sont contestées – par les officiers qui aimeraient à constituer un quatrième ordre⁹ sur le modèle du clergé dont les membres viennent de tous les autres ordres, ainsi que, infime nuance, par la noblesse de robe¹⁰. Le cas de la haute robe à laquelle appartiennent les de Thou, ces grands magistrats des cours souveraines dont la noblesse personnelle «ne fait pas des nobles de robe, mais des représentants éminents des élites citadines»¹¹, est différent de ceux de la majorité des autres érudits, et particulièrement important à ce titre.

Le problème de la condition savante quant au politique pose la question du statut de la découverte dans le domaine de l'action humaine. La politique peut être considérée comme la découverte des ressorts secrets d'une action dont le dévoilement serait limité à ceux qui effectuent cette action – c'est ainsi que le savoir politique, qui théorise à l'usage des acteurs prépondérants leur propre pratique, permet d'en affiner le procédé. À moins que la diffusion ne vienne élargir le domaine de la découverte: la vaste matière que recouvre la dialectique du secret et de la découverte comporte par suite aussi bien les stratégies de publication des auteurs qui se revendiquent des «raisons d'État» que les domaines d'action plus discrets à l'abri desquels se (re)politise l'écriture érudite. Car la politique est aussi la conscience de ceux qui la découvrent.

L'exploration des pratiques lettrées offre l'opportunité de relier une existence lettrée, qui suppose l'appartenance à un milieu, aux règles sociales qui définissent l'activité érudite et ses productions. Dinah Ribard montre que l'échelle d'observation crée le phénomène, en politique comme en physique; c'est dans la dimension autobiographique – où s'analyse l'implication de l'érudit – qu'elle situe la réflexion politique de ceux qui construisent à l'aide de ces compétences, bradées à l'utilité des puissants, des témoignages d'une réalité sociale et historique vécue.

L'activité littéraire et savante de certaines figures, à l'arrière-plan desquelles jouent les rapports avec de nobles patrons et leur maison, peut alors être éclairée grâce à l'analyse de l'espace social dans lequel s'inscrivent et circulent certaines productions

⁹ Il en est question à propos des assemblées des notables, évoquées en décembre 1626 dans la correspondance de Peiresc: «l'on fait perquisition à toutes les assemblées pour savoir comment l'on en a usé par le passé, et veut-on que les officiers fussent comme un quatriesme ordre dans l'État et il y a un passage formel dans le premier tome de l'histoire de Mr de Thou en l'an 1556 qui a été allégué par Mr le garde des sceaux», *Lettres de Peiresc* (voir n. 2), appendice, p. 780.

¹⁰ ZAMPINI évoquait, bien qu'en la rejetant, cette possibilité dans son traité «Des Estats de France et de leur puissance», Paris 1588 (1578 pour la première édition latine).

¹¹ Robert DESCIMON, *Quelques réflexions à propos des commissaires du roi dans la rédaction et la réformation des coutumes au XVI^e siècle*, dans: *Cahiers du Centre de recherches historiques* 26 (2001), p. 93–106.

écrites marginales. On y entraperçoit la préoccupation de ces lettrés qui, employés auprès des puissants et attachés à leur fournir certaines prestations, cherchent à tenir honnêtement une position se donnant comme leur condition même. On éprouve alors, à percevoir cette condition dans ses déterminismes, ou plutôt ses servitudes, le mérite dans l'adversité qui forme le noyau de la vertu que l'érudit attribue à l'œuvre savante et qu'il s'attache à faire fructifier. Une certaine conscience peut s'épanouir et former de nouveaux types de textes – même s'ils sont coulés dans des formes répétées – lorsque les érudits mettent à profit la position dans laquelle ils se trouvent de par leur condition pour se constituer subrepticement observateurs indépendants du politique, sur la base de leur compétence, dans des travaux qui évaluent l'action de la politique sur la société.

Sans sortir des compétences officielles dans le maniement des documents impliquées dans la «politique de la tradition», d'autres services que celui des puissants sont élaborés. Ils sont incarnés dans des formes d'écriture relativement furtives. Le souci de la «vérité du présent» – fût-elle sans force face au sens de l'histoire – s'y manifeste.

Il s'agit toujours d'éclairer obliquement la manière dont la réflexion politique s'exerce. La critique de la collaboration de l'érudition à l'établissement politique des plus forts, enlisant les mérites passés, et la noblesse véritable, se double de la conviction de participer à l'effondrement. Un ordre des choses, parfois seulement suggéré, s'est évanoui, que la mémoire active instaure en témoignage. L'indépendance ainsi repérée est fugace, mais stratégique, car elle construit la possibilité de dire la vérité, ce à quoi il n'a pas été renoncé.

Or cette vérité subsiste – à travers la catégorie de l'authenticité – dans une économie de l'expertise au sein de laquelle la valorisation de la compétence érudite entre plus ou moins en conflit avec la dynamique de la découverte. L'expertise est un capital dont l'intéressé – et dépositaire – explore les méandres, récolte les avantages tout comme les charges et les inconvénients, et dont il entend préserver la rente.

La compétence prend une importance considérable, dont l'usage doit être contrôlé. Dans l'évolution vers le contrôle de la censure, la république des lettres s'institue en régulateur de la circulation sociale de la vérité et s'organise plus spécifiquement comme un service d'assistance à la gestion de la vérité, en somme comme un service de censure.

Le rôle que se donnent les lettrés est défini par la relation entre les critères de la vérité pour les lettres et de l'utilité pour la politique. Avec cette vérité lettrée s'affirme l'autonomie des lettres, autonomie de valeur et de référence, qui n'est pas indépendance sociale et encore moins matérielle.

Les communications proposées par Jean-Pierre Cavaillé et Laurie Catteeuw abordent ce spectre et permettent de se représenter les multiples faces d'une activité qui doit se développer tout en se différenciant. Dans cet essor, la politisation revêt la forme d'un ostensible paradoxe, puisque c'est en devenant pilier du pouvoir que la compétence érudite s'éprouve elle-même. En dépit de la vision – autoproclamée et idéalisante – d'une communauté liée par l'*otium*, que ses rapports au politique ne sauraient troubler, cette situation fait place à la nécessité de saisir l'ambiguïté de la dépendance envers le politique et ses puissants acteurs.